

Publié le 30 septembre 2012 à 06h00 | Mis à jour le 30 septembre 2012 à 10h43

Les Catalans sur la voie de l'indépendance?



Le 11 septembre dernier, jour de fête traditionnelle de la Catalogne, plus d'un million de personnes ont défilé dans les rues de Barcelone, galvanisées par la perspective de rompre avec l'Espagne.
Photo : Reuters

Marc Thibodeau, envoyé spécial

La Presse

(Barcelone, Espagne) Vive la Catalogne libre? Cette semaine, les politiciens nationalistes qui dirigent cette région espagnole ont annoncé des élections précipitées et proposé la tenue d'un référendum. Jamais l'idée d'une rupture avec le reste du pays n'a-t-elle été aussi populaire en Catalogne. Notre correspondant fait le point sur la situation à partir de cinq portraits de Catalans à la croisée des chemins.

JOAN PUIGERCOS I BOIXASSA

Le 11 septembre dernier, jour de fête traditionnelle de la Catalogne, plus d'un million de personnes ont défilé dans les rues de Barcelone, galvanisées par la perspective de rompre avec l'Espagne.

La manifestation monstre a ravi le député indépendantiste Joan Puigercos i Boixassa, qui parle d'un moment «historique».

Pour la première fois, se félicite le politicien de 45 ans, les sondages démontrent qu'une majorité des 7,5 millions de Catalans sont favorables à la sécession de la région, officiellement définie pour l'heure comme une «communauté autonome» espagnole.

Le chemin parcouru depuis le rétablissement de la démocratie dans le pays est énorme, souligne M. Puigercos i Boixassa, qui rappelle l'importance des efforts menés par la dictature franquiste pour réprimer la culture catalane et étouffer toute aspiration sécessionniste.

De l'arrivée de Franco au pouvoir jusqu'à la transition démocratique survenue au milieu des années 70, l'enseignement de la langue catalane était interdit dans les écoles, raconte le député, qui a commencé ses études en castillan avant de passer au catalan.

Même après la transition, la population locale a longuement vécu dans la peur. «Lors de la tentative de coup d'État au début des années 80, je me souviens que mon père, paniqué, s'était empressé de cacher tous les livres et les disques en catalan de la maison», relate-t-il.

Le politicien est membre de la Gauche républicaine de Catalogne, principal parti indépendantiste, créé dans les années 30. Il se définit comme un indépendantiste «substantiel», qui croit à la nécessité pour les Catalans de se doter d'une nation en bonne et due forme pour protéger leur langue et leur culture.

Les militants «substantiels» forment le noyau dur du mouvement auquel s'ajoutent aujourd'hui une proportion importante d'indépendantistes «stratégiques» qui pensent que la région serait mieux outillée économiquement si elle se séparait, dit-il.

TONY STRUBELL

Tony Strubell, qui siège au Parlement catalan à titre de représentant d'une autre formation indépendantiste, pense que la Catalogne perd chaque année en impôts l'équivalent de près de 10% de son PIB au profit du gouvernement central de Madrid.

«En Bavière, riche région d'Allemagne, c'est 4% du PIB qui est redistribué. Ici, c'est beaucoup trop élevé», note le député de 60 ans, qui accuse le gouvernement central de «voler» ses compatriotes.

Plutôt que de faire preuve d'ouverture à ce sujet, le gouvernement espagnol s'enferme dans l'intransigeance, ce qui facilite l'avancée de la cause indépendantiste, se félicite l'homme de 60 ans.

«Ils font gaffe après gaffe», souligne M. Strubell, qui évoque le refus récent du premier ministre Mariano Rajoy d'ouvrir toute discussion sur un nouveau pacte fiscal avec la Catalogne.

Le politicien accuse même le gouvernement central d'attiser la «haine» contre les Catalans, qui font régulièrement, selon lui, l'objet de commentaires très agressifs dans la presse nationale.

«Nous avons eu des incendies de forêt importants en Catalogne récemment. Pendant même que les maisons brûlaient, des gens ont écrit que les avions devraient lâcher de l'essence plutôt que de l'eau du haut des airs. Rien n'est fait pour arrêter ces discours», déplore le député, qui s'est établi à Barcelone dans la vingtaine.

Son grand-père, médecin spécialisé en traumatologie, s'est réfugié en Grande-Bretagne à la fin des années 30 pour échapper aux troupes franquistes, qui se sont empressées de détruire tout le contenu de la maison du «traître» lorsqu'ils ont pris le contrôle de la région.

Il a écrit à l'époque un livre sur «l'esprit des Catalans», ce qui a ouvert la voie à l'action politique de son petit-fils.

FRANCESC HOMS

Un nouveau volet de l'histoire institutionnelle mouvementée de la région s'est ouvert cette semaine lorsque le président du gouvernement local, Artur Mas, s'est prononcé pour la tenue d'un référendum pour «l'autodétermination» de la Catalogne.

Il a annoncé, au préalable, la tenue d'élections législatives précipitées qui devraient permettre, espère-t-il, de confirmer l'existence d'une solide majorité populaire en faveur d'une telle initiative. Selon une résolution votée jeudi, le référendum devrait se tenir dans les quatre années suivant le scrutin.

M. Mas, qui dirige une coalition de partis de centre droit, a tenté il y a quelques semaines de convaincre le gouvernement espagnol de laisser la Catalogne prélever ses impôts directement comme le font la Navarre et le Pays basque. Il a toutefois reçu une fin de non-recevoir.

Selon le porte-parole du gouvernement catalan, Francesc Homs, l'attitude de Madrid fait en sorte que la Catalogne doit chercher un nouveau statut constitutionnel.

Madrid, dit M. Homs, n'a jamais cessé de considérer les Catalans comme des «vassaux» et cherche par tous les moyens à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement local.

À l'heure actuelle, dit-il, la Catalogne souffre grandement sur le plan économique et se voit obligée d'imposer des mesures d'austérité sévères pour tenter d'équilibrer ses comptes. Elle est coupée des marchés financiers en raison de l'importance de sa dette et de la mauvaise notation résultante et a dû demander une aide de 5 milliards à Madrid.

«Est-ce que tu parierais sur le meilleur cheval du monde si on ne le laissait pas courir?», demande M. Homs pour illustrer la difficulté d'accéder à des crédits.

Le porte-parole du gouvernement, comme Artur Mas, refuse en entrevue d'utiliser le terme «indépendance» pour qualifier l'objectif ultime du gouvernement, préférant parler «d'État propre» au sein de l'Union européenne.

Poussé sur le sujet, il relève que la Catalogne veut se doter d'outils étatiques comme ceux «des Pays-Bas ou du Danemark». Devenir, en gros, un nouvel État membre de l'Union européenne.

XAVIER ARBOS

Si l'objectif, au-delà de la sémantique, est clair, le chemin pour y parvenir est truffé d'obstacles, prévient Xavier Arbos.

Ce spécialiste en droit constitutionnel de l'Université de Barcelone est un grand connaisseur des mouvements indépendantistes. Il se rend régulièrement au Québec, comme en témoigne la présence sur son bureau d'une rondelle de hockey et d'un calendrier de Montréal.

Fin connaisseur de la politique québécoise, il lance «à la prochaine!» à la fin de l'entretien en faisant le lien avec les propos tenus par René Lévesque à l'issue du référendum de 1980.

Les mouvements sécessionnistes en Espagne constituent un problème particulièrement délicat, dit-il, puisque la Constitution «consacre l'unité indivisible» de la nation espagnole. Aucun référendum légal n'est possible sans l'assentiment du gouvernement central, qui paraît bien peu susceptible de le donner.

La vice-présidente du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, a fait savoir cette semaine que le gouvernement central disposait des pouvoirs «juridiques et institutionnels» requis pour

bloquer la consultation.

Artur Mas assure de son côté que le référendum ira de l'avant, avec ou sans l'approbation de Madrid.

Xavier Arbos pense que la démarche référendaire du président catalan est sincère, «mais qu'il avait imaginé un rythme différent», plus lent. La participation à la fête traditionnelle et le refus de Madrid de discuter d'un nouveau pacte fiscal ont bousculé l'agenda.

ENGRACIA OLIVE

Au Parlement catalan, le Parti socialiste a apostrophé cette semaine Artur Mas, en l'accusant de vouloir faire oublier par ses envolées sur l'autodétermination une politique «néolibérale» menée sur le dos de la population.

Le président, loin de se laisser démonter, a rétorqué que la Catalogne ne pouvait faire autrement que de sabrer les dépenses.

Engracia Olive, une infirmière qui travaille dans une clinique publique, croit que le gouvernement catalan utilise la crise actuelle pour tenter de saper les services publics.

Le système «universel» de santé défendu par la région craque par la base, relate la femme de 60 ans, qui affirme faire face à un nombre croissant de patients incapables de joindre les deux bouts.

Mme Olive cite l'exemple d'une patiente d'origine uruguayenne souffrant d'arthrite qui est venue la voir récemment après s'être vu prescrire un nouveau médicament. «Elle a dit que ça représentait un coût additionnel de 100 euros par mois. Elle n'est pas capable d'assumer ça», relève l'infirmière.

Contrairement à nombre de ses compatriotes, Mme Olive ne croit pas que l'indépendance corrigera les tares politiques de la Catalogne. Elle y est d'ailleurs opposée.

«De manière générale, les nationalismes ne me plaisent pas. Je crois qu'ils sont par nature fermés et mauvais pour l'hygiène mentale», souligne l'infirmière, qui s'abstient d'aborder la question avec ses amis pour ne pas susciter de discussions trop musclées.

«Quand je le dis, les gens me regardent d'un air étonné et me disent que ce n'est pas possible [...]. Ce qui marche ici en ce moment, c'est d'être indépendantiste», souligne l'infirmière, qui doute de la volonté d'Artur Mas de tenir un référendum.

«Il s'est drapé de la bannière du nationalisme et il le fait assez habilement, mais je suis convaincue qu'il trouvera un prétexte, le moment venu, pour ne pas procéder», conclut-elle.

L'Espagne s'enfoncé dans la crise

Les aspirations sécessionnistes de la Catalogne tombent au pire moment pour le gouvernement espagnol, qui peine à remettre l'économie du pays sur les rails sur fond de grogne populaire.

Mercredi, des milliers de personnes ont manifesté à Madrid pour protester contre les orientations budgétaires du gouvernement, qui vient d'annoncer de nouvelles ponctions de 40 milliards d'euros. L'intervention musclée des forces de l'ordre a été filmée et diffusée partout dans le monde.

L'image donnée de l'Espagne a déplu au premier ministre Mariano Rajoy, qui a fustigé de New York l'action de ses opposants en évoquant l'attitude «responsable» de la «majorité silencieuse» du pays. Un message brouillé par la diffusion de photos montrant le politicien en train de fumer un cigare.

Le gouvernement, par crainte de passer sous la coupe du Fonds monétaire international, rechigne à faire appel au fonds d'aide européen. Il pourrait cependant ne pas avoir le choix si les taux d'emprunt reprennent leur courbe ascendante.

Le porte-parole du gouvernement catalan, Francesc Homs, dit que la situation financière de l'Espagne est vécue comme une humiliation par Madrid. «C'est la première fois de l'histoire qu'ils sont devant l'évidence de leur dépendance», souligne-t-il.

Partager [Recommander](#) 834 [Twitter](#) 86 [17](#)

publicité

Annonces Google

Votre Arbre Généalogique

Très facile à utiliser. Devenez membre gratuitement.

www.MesAieux.com

Échantillon Gratuit Bébé

Lait, Couches, Biberons, Jouets... Tout est Gratuit - Demandez-les!

NewBornBabyItems.net/Echantillons

Apprendre l'espagnol

En ligne, facilement et amusant. Tester maintenant !

babbel.com